



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



# HORIZON ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL  
DE SINGAPOUR

N° 37 – Novembre 2021

## Sommaire

### Région

-  [État des lieux des investissements directs étrangers en ASEAN en 2020](#)

### Indonésie

-  [Contribution Déterminée Nationalement \(NDC\) et Stratégie à long terme \(LTS\) bas carbone pour 2050 pour l'Indonésie](#)

### Singapour

-  [Une nouvelle loi sur le droit d'auteur pour Singapour](#)

### Vietnam

-  [Le secteur de la logistique au Vietnam](#)

### Philippines

-  [Aperçu du contexte agricole et des relations commerciales](#)
-  [ALE Philippines – Corée du Sud](#)

[Annexes statistiques](#)



# Région

## État des lieux des investissements directs étrangers en ASEAN en 2020

*Sur fonds de crise sanitaire, les flux d'IDE entrants en ASEAN ont reculé de 25% en 2020 selon la CNUCED, une contraction moindre qu'à l'échelle mondiale (-35%). On constate par ailleurs que les flux français dans la région ont chuté de 104%, résultant en un recul d'environ 7% du stock investi dans la région. Comme les années précédentes, Singapour attire plus des deux tiers des IDE en tant que hub régional, tandis que la répartition sectorielle reste dominée par la finance et l'industrie. Avec seulement 1,4% de son stock investi en Asie du Sud-Est, la France conserve une certaine marge de progression pour accroître sa présence dans la région.*

### 1. Fléchissement de 25% des flux mondiaux d'IDE vers l'ASEAN en 2020 ...

Selon le dernier rapport de la CNUCED sur les investissements directs, l'année 2020 s'est soldée par un repli de 25% des flux d'IDE entrants en ASEAN, à 137 Mds USD. À titre de comparaison, la baisse accusée est de -35% à l'échelle mondiale, une chute qui détone avec les deux années qui ont précédé : 2019 avait marqué un niveau record des flux entrants d'IDE, à 182 Mds USD (+24% vs 2018). En 2020, de nombreux facteurs ont pesé sur les choix d'investissements, parmi eux, les mesures de confinement, les ruptures des chaînes d'approvisionnement, la baisse des ventes des entreprises et les vagues épidémiques successives.

En dépit du repli affiché, la zone ASEAN n'en est pas moins restée attractive, comme le montre l'augmentation de sa part dans les flux d'IDE mondiaux, de 11,9 à 13,7%. En outre, la part des IDE intra-région a augmenté de 12 à 17%, preuve si l'en est que la région pourrait bénéficier de sa plus forte intégration à l'avenir, illustrée par la signature récente du RCEP en novembre 2020.

### 2. ... mais un repli bien plus important des flux d'IDE français (-104%)

Dans le contexte de crise sanitaire durant l'année 2020, les flux d'IDE français à destination des pays de l'ASEAN ont été comparativement bien plus affectés, atteignant des niveaux quasi-nuls voire négatifs dans la plupart des pays, et totalisant -216 M USD (source : Banque de France), alors qu'ils atteignaient un niveau record une année plus tôt (+5,0 Mds USD, après +628 M EUR en 2018). **Cette baisse des flux est d'autant plus marquante que les flux français ont augmenté de 33% globalement.** Les principales sorties nettes d'IDE dans la région ont concerné l'Indonésie (-73 M USD), la Malaisie (-63 M USD) et les Philippines (-62 M USD) tandis que la Birmanie a enregistré les plus importantes entrées d'IDE, mais pour un montant de seulement 10 M USD. La majorité des flux (70%) sont constituées d'opérations intra-groupes.

S'ils ne sont pas visibles au travers des flux, certains projets d'investissement ont bien pu aboutir en 2020, à l'instar de l'ouverture du siège régional de *TotalEnergies* à Singapour ou encore l'ouverture d'une filiale d'*Europ Assistance* (Generali) en Thaïlande en janvier 2020. En octobre 2020, le groupe *SUEZ* a signé un contrat aux Philippines pour la construction d'une station d'épuration à Manille.

Dans le sens inverse, les flux d'IDE en France en provenance d'ASEAN ont également été négatifs, atteignant -1,3 Md USD, après +1,2 Md USD en 2019.

### 3. ... résultant en un recul de 7% du stock d'IDE français dans la région

Le stock d'IDE français en ASEAN s'est ainsi établi à 19,8 Mds USD fin 2020 (-7,1% par rapport à 2019), un niveau restant supérieur à celui de 2018 (16,7 Mds USD). Les investissements français en ASEAN ont représenté 1,4% du stock total d'IDE français dans le monde en 2020. À titre de comparaison, le stock total d'IDE en ASEAN (2 913 Mds USD selon la CNUCED), a représenté 7% du stock d'IDE dans le monde, témoignant de la marge de progression de la France pour accroître sa présence économique dans la région.

**Singapour continue d'attirer la majorité des IDE, avec plus des deux tiers du stock (soit 13,1 Mds USD, en baisse de 5,5%),** loin devant l'Indonésie (1,7 Md USD, -12,9%), la Thaïlande (1,6 Md USD, -9,5%), et la Malaisie (1,3 Md USD, -11,6%) – des montants probablement minorés par la qualité de hub régional de Singapour, les entreprises ayant propension à s'implanter dans la cité-Etat, compte tenu des mesures incitatives déployées par les autorités et de l'environnement des affaires extrêmement favorable.

Stock d'IDE français à l'étranger			
	2019	2020	
		En M USD	Variation
Singapour	13 619	13 132	-5,5%
Thaïlande	1 700	1 569	-9,5%
Indonésie	1 941	1 726	-12,9%
Malaisie	1 480	1 334	-11,6%
Vietnam	766	731	-6,4%
Cambodge	665	645	-4,9%
Philippines	188	121	-36,9%
Birmanie	142	171	18,1%
Laos	458	424	-9,3%
Brunei	0	0	-
ASEAN-6	19 694	18 613	-7,4%
ASEAN	20 959	19 853	-7,1%
TOTAL Monde	1 425 704	1 440 589	-0,9%

Source : Banque de France (valeurs originales en EUR)

La pandémie et les difficultés économiques qu'elle engendre, notamment avec les restrictions de voyage dans la région, ont cependant fortement compliqué la position des sièges régionaux, qui pourraient choisir temporairement de se relocaliser vers leurs principaux marchés en Asie.

Dans le sens opposé, le stock d'IDE en provenance d'ASEAN en France s'élève à 3,1 Mds USD, soit six fois moins que ce que la France investit dans la région, et en baisse de 31% en 2020 (après +36% en 2019).

#### 4. La répartition sectorielle reste dominée par les secteurs de la finance et de l'industrie

L'analyse de la répartition sectorielle des flux d'IDE français entre 2012 et 2020 révèle une prépondérance des services de finance & assurance (30% en moyenne), de l'industrie manufacturière (26%) et des activités scientifiques et techniques (24%, allant des services juridiques à l'informatique). Cette répartition

est cohérente avec la présence des grands français dans la région, notamment dans :

- le secteur agroalimentaire (**Bel, Danone**)
- dans les secteurs pharmaceutique et de la chimie (**Servier, Air Liquide, Novacap**)
- dans l'énergie (**TotalEnergies, Engie, EDF**)
- dans la finance (**BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, AXA**).

Si l'investissement français est fortement axé sur l'industrie manufacturière et les industries extractives en Indonésie et en Malaisie, elle est plus équilibrée entre industries et services à Singapour et en Thaïlande. Les Philippines concentrent principalement des IDE dans la construction (**Vinci, Bouygues**) tandis que les pays moins développés (Vietnam, Cambodge, Laos) attirent des IDE dans les services (financiers notamment).

Selon Business France, les employeurs originaires de l'ASEAN en France opèrent principalement dans l'hôtellerie (**Dorchester Collection**, Brunei, 1 000 employés), l'agro-alimentaire (**Thai Union Group**, Thaïlande, 800 employés), l'immobilier et la logistique (**Capitaland**, Singapour, 600 employés) et la chimie (**PTT**, Thaïlande, 550 employés).

Contact : [raphael.badr@dgtresor.gouv.fr](mailto:raphael.badr@dgtresor.gouv.fr)

## Indonésie

### Contribution Déterminée Nationalement (NDC) et Stratégie à long terme (LTS) bas carbone pour 2050 pour l'Indonésie

Dans le cadre de l'Accord de Paris, l'Indonésie a publié en juillet 2021 la mise à jour de sa contribution déterminée au niveau national : les objectifs d'atténuation sont confirmés, tandis que les programmes d'adaptation sont précisés. Elle a également publié sa stratégie à long terme bas carbone pour 2050, qui doit permettre selon le plus ambitieux scénario d'atteindre le pic des émissions de gaz à effet de serre en 2030 et de préparer l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette en 2060 ou avant.

Ce scénario reposerait tout d'abord sur le secteur de la foresterie et de l'utilisation des terres qui devrait devenir un puits de carbone net d'ici 2030, tandis que le secteur de l'énergie serait toujours très émetteur avec une présence du charbon dans le mix énergétique d'ici 2050.

## 1. Une révision de la Contribution Nationale Déterminée sans rehaussement des cibles d'atténuation à 2030

À l'approche de la COP 26 sur le climat, l'Indonésie a publié le 22 juillet 2021 la révision de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN, NDC en anglais). Ses objectifs d'atténuation sont confirmés, consistant en une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2030 de 29% par rapport à un scénario *Business as Usual* (BaU) –soit +52% des émissions en 2030 par rapport à 2010, contre un scénario BaU prévoyant +115% d'émissions en 2030 par rapport à 2010-, portée à 41% avec l'appui financier international par rapport au scénario BaU (soit +26% des émissions en 2030 par rapport à 2010). Sur des émissions totales de 1,457 Gt CO<sub>2</sub>e en 2016, le secteur de la foresterie et de l'utilisation des terres reste le plus émetteur (44%, notamment en raison des feux de forêts et de tourbières), devant le secteur de l'énergie (37%, en raison de la combustion d'énergies fossiles).

Table 1. Projected BAU and emission reduction from each sector category

Sector	GHG Emission Level 2010* (Mton CO <sub>2</sub> e)	GHG Emission Level 2030			GHG Emission Reduction				Annual Average Growth BAU (2010-2030)	Average Growth 2000-2012
		Mton CO <sub>2</sub> e			Mton CO <sub>2</sub> e		% of Total BAU			
		BaU	CM1	CM2	CM1	CM2	CM1	CM2		
1. Energy*	453.2	1,669	1,355	1,223	314	446	11%	15.5%	6.7%	4.50%
2. Waste	88	296	285	256	11	40	0.38%	1.4%	6.3%	4.00%
3. IPPU	36	70	67	66	3	3.25	0.10%	0.11%	3.4%	0.10%
4. Agriculture**	111	120	110	116	9	4	0.32%	0.13%	0.4%	1.30%
5. Forestry and Other Land Uses (FOLU)***	647	714	217	22	497	692	17.2%	24.1%	0.5%	2.70%
<b>TOTAL</b>	<b>1,334</b>	<b>2,869</b>	<b>2,034</b>	<b>1,683</b>	<b>834</b>	<b>1,185</b>	<b>29%</b>	<b>41%</b>	<b>3.9%</b>	<b>3.20%</b>

Notes: CM1= Counter Measure 1 (unconditional mitigation scenario)  
CM2= Counter Measure 2 (conditional mitigation scenario)

\* ) Including fugitive.  
\*\* ) Only include rice cultivation and livestock.  
\*\*\* ) Including emission from estate crops plantation.

**Le secteur de la foresterie demeure le premier secteur contributeur pour la réduction d'émissions de GES,** avec une limitation de la déforestation à 325 000 ha/an entre 2020 et 2030 et un objectif de restauration de 2 M ha de tourbières et de réhabilitation de 12 M ha de terres dégradées d'ici 2030. **Le secteur de l'énergie demeure le deuxième secteur contributeur, avec un mix énergétique primaire qui reste dominé par le charbon en 2025 (au**

moins 30%) **et une part d'énergies renouvelables d'au moins 23% en 2025 et 31% en 2050.**

**La révision de la NDC précise les mesures d'adaptation pour améliorer la résilience économique, sociale et environnementale au changement climatique,** avec par exemple des programmes d'agriculture durable, de préparation face aux catastrophes naturelles, de foresterie sociale, de protection côtière et des océans, et de restauration des écosystèmes humides (mangroves, tourbières). De 2016 à 2019, les dépenses budgétaires ont atteint environ 347 000 Mds IDR (soit 25 Mds USD), réparties à près de 79% pour l'atténuation et 21% pour l'adaptation (l'allocation budgétaire pour l'adaptation a commencé en 2018).

## 2. La Stratégie à long terme pour viser zéro émission nette d'ici 2060

**L'Indonésie a publié le 22 juillet 2021 sa stratégie à long terme (SLT, LTS en anglais) bas carbone pour 2050.** Trois scénarios y sont détaillés, avec un scénario à politique constante (CPOS), un scénario à plus faible émission présenté comme compatible avec l'Accord de Paris (LCCP) et un scénario intermédiaire (TRNS). **Dans le scénario LCCP, le pic d'émission de GES serait atteint en 2030 et les émissions diminueraient ensuite pour atteindre 540 M tonnes de CO<sub>2</sub>e d'ici 2050, afin de conduire à zéro émission nette en 2060 ou avant.** Le secteur de la forêt et de l'utilisation des terres deviendrait un puits de carbone d'ici 2030 et les émissions du secteur de l'énergie diminueraient après 2030.

Dans ce scénario LCCP, le charbon resterait présent dans le mix énergétique en 2050 (un tiers, comme les renouvelables), et notamment pour la génération d'électricité (43% d'énergies renouvelables, 38% de charbon - en partie avec capture et stockage de carbone-, 10% de gaz naturel et 8% de bioénergie avec capture et stockage du carbone).

En outre, en 2050, les biocarburants et l'électricité deviendraient les premières sources d'énergie pour le transport (respectivement 46% et 30%) devant le pétrole (20%), ce qui reflète l'importance portée aux programmes de biocarburants à base d'huile de palme (et l'amélioration de la durabilité de la filière) et de

développement de la filière des batteries et des véhicules électriques.

L'adaptation mentionnée dans la LTS est économique (investissements à long terme), sociale (opportunité d'emplois verts) et environnementale (gestion durable des paysages et conservation des écosystèmes terrestres et marins). La LTS souligne que le changement climatique pouvant causer une perte de PIB de 2,56 à 3,17% en moyenne en 2050 (selon le réchauffement), un financement de 2,3 Mds USD à 12,1 Mds USD est nécessaire pour l'adaptation.

Contacts : [ludovic.maria@dgtresor.gouv.fr](mailto:ludovic.maria@dgtresor.gouv.fr)  
[louise.dupin@dgtresor.gouv.fr](mailto:louise.dupin@dgtresor.gouv.fr)

## Singapour

### Une nouvelle loi sur le droit d'auteur pour Singapour

#### 1. Après 5 ans d'élaboration, la nouvelle loi sur le droit d'auteur devrait être promulguée en novembre 2021

Au terme de plusieurs consultations publiques, dont la dernière date du premier trimestre 2021, un projet de loi de modification de la loi de Singapour sur le droit d'auteur a été déposé en première lecture au Parlement singapourien le 6 juillet 2021. À la suite de la deuxième lecture qui s'est déroulée le 13 septembre 2021, le projet de loi a été adopté par le Parlement. La loi devrait ainsi être promulguée en novembre 2021. Le nouveau cadre juridique envisagé a pour objectif de renforcer la législation en matière de droit d'auteur à Singapour.

Le projet de loi prévoit de nouveaux droits, exceptions et recours afin de s'adapter à la manière dont les œuvres protégées par le droit d'auteur sont créées et utilisées aujourd'hui. Le nouveau cadre juridique incorporera également des mesures liées à la signature par Singapour de plusieurs traités de libre-échange, comme [l'accord de libre-échange](#) avec l'Union européenne, et les accords RCEP (Partenariat régional économique global) et CPTPP (Partenariat transpacifique global et progressiste).

Parmi les nouvelles mesures, trois thèmes se démarquent : **nouveaux droits au bénéfice des créateurs, droits d'utilisation élargis en faveur des utilisateurs, et amélioration de certains recours.**

#### 2. De nouveaux droits pour les créateurs

Ainsi est-il prévu un droit pour les créateurs et les artistes interprètes d'être identifiés chaque fois que leurs œuvres ou prestations sont utilisées publiquement. Et les créateurs de toutes formes d'œuvre de commande (par exemple, photographies, portraits, gravures, enregistrements sonores et films) obtiendront la propriété par défaut de leurs travaux, sauf indication contraire dans leurs contrats.

Par conséquent, il conviendra notamment d'être prudent envers l'obligation d'identifier des créateurs et artistes interprètes, la loi imposant une identification dite « *clear and reasonably prominent* ». Les difficultés techniques par exemple, pourraient amener l'utilisateur de l'œuvre à anticiper et négocier un renoncement des créateurs ou des artistes interprètes à être identifiés.

Par ailleurs, les sociétés d'enregistrement sonore pourront percevoir des redevances pour la diffusion ou l'exécution publique d'enregistrements sonores publiés à des fins commerciales. Cette redevance pourra être administrée et perçue par les organismes de gestion collective.

#### 3. Les utilisateurs auront des droits d'utilisation étendus

En matière d'exception, un nouveau droit est à noter, à savoir le « *data mining exception* » (exception de fouille de textes et de données). Ce droit spécifique va permettre d'utiliser des œuvres à des fins d'analyse de données informatiques, y compris pour des utilisations liées à fouille de textes et de données, à l'analyse de données et à l'apprentissage automatique. Cette exception mérite de s'y attarder. Elle n'est pas modifiable et ne peut être exclue par contrat. Les entreprises qui souhaiteraient utiliser des œuvres pour l'analyse de données informatiques devront être conscientes également de l'exigence d'un accès licite à l'œuvre.

De plus, les écoles à but non lucratif et les étudiants de ces écoles pourront utiliser des ressources disponibles gratuitement en ligne à des fins éducatives, sans avoir à demander l'autorisation de chaque titulaire de droit d'auteur, à condition que la source en soit reconnue et la date d'accès citée.

Un élargissement des droits de certaines utilisations des œuvres par les galeries, bibliothèques, archives et musées afin de faciliter leur travail, par exemple aux fins d'une exposition, ainsi que de la préservation et du catalogage des œuvres, est aussi prévu.

#### 4. Des recours améliorés

**La nouvelle loi prévoit, en particulier, de pouvoir poursuivre toute personne se livrant sciemment à des activités commerciales avec des décodeurs TV, des logiciels ou des services dans un but limité ou nul en plus de celui de faciliter l'accès à du contenu portant atteinte au droit d'auteur.**

Ces différentes mesures ne représentent qu'une partie des nouvelles dispositions du projet de loi. Pour en savoir davantage, une fiche pratique établie par l'IPOS (Office de propriété intellectuelle de Singapour) est disponible sur son [site internet](#).

Étant donné les nouvelles mesures qui devraient entrer en vigueur très rapidement, il est recommandé aux personnes concernées de s'adresser à un avocat spécialisé afin d'analyser les cas particuliers et de mettre en place une stratégie adéquate de mise en conformité avec la nouvelle loi.

Contact : [stephanie.leparmentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.leparmentier@dgtresor.gouv.fr)

## Vietnam

### Le secteur de la logistique au Vietnam

#### 1. Un secteur en forte croissance et attractif

**Le Vietnam est reconnu comme un pays performant en matière de services logistiques.** Selon le dernier classement de l'indice de performance logistique (IPL1) établi par la Banque mondiale en 2018, le Vietnam figure à la 39e place mondiale, en forte

progression, et au 3e rang des pays de l'ASEAN, après Singapour et l'Indonésie. Plus récemment, le Vietnam a été classé 8e/50 sur l'indice 2021 des services logistiques dans les marchés émergents (+3 places par rapport à 2020), établi chaque année par la société Agility.

**Le secteur de la logistique a connu une croissance soutenue, accompagnant la croissance des exportations, qui devrait se poursuivre dans les prochaines années.** Selon l'Association vietnamienne des services logistiques (VLA), le secteur a enregistré une croissance de 12~14% ces dernières années, contribuant à hauteur de 4~5% au PIB vietnamien. **Le développement du secteur bénéficie par ailleurs d'un accompagnement des autorités** qui ont récemment promulgué un plan d'action à l'horizon 2025.

**Le marché vietnamien de la logistique reste à ce jour fragmenté et dominé par les grandes entreprises étrangères.** Même si celles-ci sont bien moins nombreuses que leurs concurrentes vietnamiennes (3% du total), elles concentrent 70 ~80% des parts de marché du secteur.

Top 10 des entreprises logistiques AU Vietnam en 2021 (d'après Vietnam Report JSC)

1		Gemadep
2		Indo Tran Logistics
3		DHL Vietnam
4		Transimex
5		Expeditors Vietnam
6		Schenker Vietnam
7		Kuehne Nagel
8		Bee Logistics
9		South Logistics JSC
10		Vinafreight

**2. Le secteur logistique vietnamien se distingue par une faible intermodalité du fret de marchandises et une offre immobilière dynamique**

**Au Vietnam, l'intermodalité pour le transport des marchandises est peu développée. Le transport de marchandises par la route représente la majorité du**

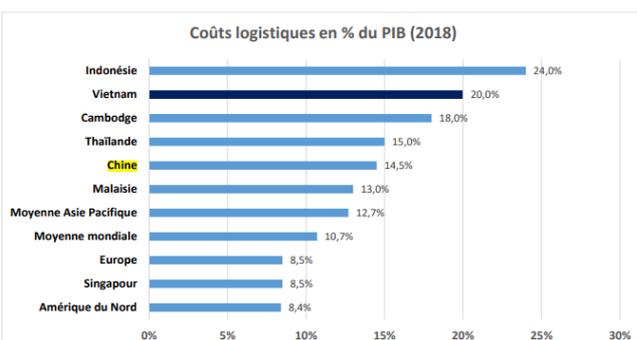
**fret domestique (80% du volume)** suivi par le transport fluvial et maritime. Le transport ferroviaire est très peu employé en raison de l'inadaptation physique du réseau ferré vieillissant au transport de marchandises. Le volume de fret transporté par voie aérienne est marginal car seuls les aéroports de Noi Bai (Hanoï) et Tan Son Nhat (HCMC) disposent de terminaux destinés au transport de marchandises, pour une capacité limitée et un niveau de compétence jugé faible par les acteurs logistiques.

**Concernant le commerce et la logistique internationale, 90% des flux de marchandises transitent par les ports maritimes vietnamiens.** Une quarantaine d'entreprises seraient présentes sur ce marché au Vietnam. 40 à 50% des liaisons avec l'Europe et les Etats-Unis seraient réalisées par une des 4 entreprises MSC, CMA CGM, Maersk line, APL.

**À ce jour, il existe au Vietnam 45 centres logistiques d'entreposage et de distribution et plus de 326 parcs industriels.** Les grandes entreprises opérant dans ce segment ont participé à la modernisation du secteur en adoptant des nouvelles technologies de gestion automatisée des entrepôts.

### 3. La compétitivité de l'industrie logistique vietnamienne est minée par des coûts élevés

**Les coûts logistiques au Vietnam représentent l'équivalent de 17~21% du PIB, parmi les plus élevés des économies d'Asie du Sud-Est,** et bien au-delà de la moyenne régionale (12,7%). Ces coûts importants proviennent du temps perdu dans les embouteillages ou dans des ports congestionnés, des frais additionnels encourus lors du stockage prolongé des marchandises, de la mauvaise gestion des chaînes d'approvisionnement, et des coûts engendrés par le retour à vide des camions de livraison.



**Le Vietnam demeure toutefois un marché compétitif en ce qui concerne les coûts de l'immobilier industriel et logistique.** Les prix des terrains industriels y atteignent en moyenne entre 100 et 140 USD par m<sup>2</sup> et par période de location, tandis que ceux de la Chine s'élevaient à plus de 180 USD. **De plus, le coût de location modeste des installations industrielles prêtes à l'emploi (Ready Built Factory- RBF) dans les parcs industriels du Vietnam renforce l'attractivité du secteur** pour les investisseurs industriels.

### 4. Enjeux et perspectives de l'industrie logistique du Vietnam

**La compétitivité de l'industrie logistique du Vietnam pâtit de la qualité insuffisante des infrastructures de transport, du manque d'intermodalité et d'un déficit d'interconnexions.** L'absence d'un réseau d'infrastructures routières bien entretenu, le manque de liaisons ferroviaires pour relier les ports commerciaux aux zones industrielles et aux centres urbains nuisent au développement de l'industrie logistique et tirent les coûts du secteur à la hausse. **Les ressources humaines ne répondent pas non plus aux exigences de quantité et de qualité de l'industrie logistique.**

**Fin 2021, l'industrie logistique vietnamienne a par ailleurs souffert de la 4ème vague épidémique et des diverses restrictions imposées aux sites de production d'entreprises exportatrices,** auxquelles s'ajoutent les perturbations à l'échelle mondiale (goulets d'étranglement affectant la chaîne logistique mondiale, très forte hausse des coûts du transport maritime, restrictions de capacités dans le fret aérien...).

**Le gouvernement élabore un nouveau plan d'action pour mieux accompagner la croissance du secteur sur 2025-2035.** En février 2021, une nouvelle décision du Premier ministre a amendé le plan d'action pour le développement du secteur logistique à l'horizon 2025, qui fixe de nouveaux objectifs à cette échéance :

- Une croissance de 15~20% du secteur
- Réduire les coûts logistiques à 16% du PIB
- Maintenir le pays parmi les 50 premières places de l'indice LPI de la Banque mondiale.

**Le développement du e-commerce et l'entrée de nouveaux acteurs pour les services de livraison express transforme également l'industrie logistique.** Le e-commerce a connu un fort développement ces dernières années au Vietnam (+16% de croissance en 2020) et devrait croître de 42% par an en moyenne jusqu'en 2025. De grandes entreprises ont investi ce segment au Vietnam parmi lesquelles les vietnamiennes Tiki et Sendo, Lazada, Grab ou encore Shopee (Singapour). Si certaines d'entre elles disposent de leur propre chaîne de valeur de services logistique (entreposage, emballage, expédition), elles restent dépendantes des grandes entreprises pourvoyeuses de services 3PL pour livrer les commandes et satisfaire la demande de délais de livraison rapides des consommateurs urbains. Ce créneau laisse aussi la place aux applications mobiles de transport qui peuvent décliner une offre professionnelle de livraison, à l'image de Grab avec GrabExpress.

Contacts : [francois.deblock@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.deblock@dgtresor.gouv.fr)  
[phuong-thao.le@dgtresor.gouv.fr](mailto:phuong-thao.le@dgtresor.gouv.fr)  
[laurent.chopiton@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurent.chopiton@dgtresor.gouv.fr)  
[philippe.fovet@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.fovet@dgtresor.gouv.fr)

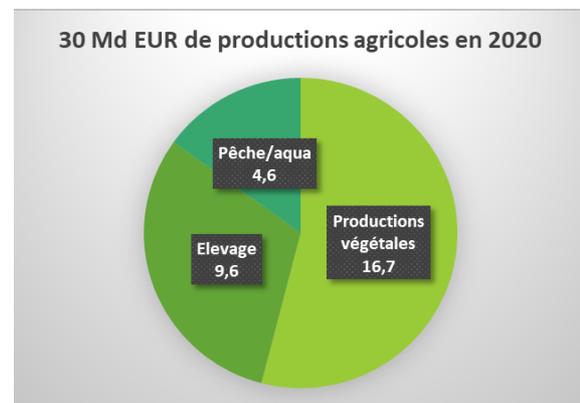
## Philippines

### Aperçu du contexte agricole et des relations commerciales

#### 1. Production agricole

Les Philippines sont un pays très fragmenté, composé de 7 107 îles pour une surface totale de 30 Mha (millions d'hectares). D'après l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), **les terres agricoles occupent une surface totale de 12,44 Mha en 2018, soit 42% du territoire national.** D'après le dernier recensement agricole de 2012, les Philippines comptent 5,6 millions d'exploitations agricoles couvrant 7,2 Mha. **Il s'agit essentiellement de petites fermes familiales** qui, pour les 3/5 d'entre elles, disposent de moins d'un hectare. 98% des fermes exploitent des surfaces agricoles inférieures à 7 ha. Le nombre d'exploitations est en augmentation du fait de la partition des exploitations au fil des générations ; le recensement précédent de 2002 comptabilisait 4,82 millions d'exploitations agricoles.

**L'agriculture (hors forêt) pèse 30 Mds EUR et représente 10% du PIB des Philippines en 2020.** Les productions végétales représentent plus de la moitié de la valeur de la production agricole. **Le riz, la banane, le porc et la volaille représentent 60% de la valeur de la production agricole des Philippines. 10 millions de personnes travaillaient dans le secteur agricole en 2020, soit 25% de la population active.** En comparaison avec ses voisins d'Asie du Sud-Est, l'agriculture philippine est relativement peu développée.



**L'impact économique de la pandémie** a été très fort aux Philippines, avec une baisse de 10% du PIB, mais **faible, voire positif sur le secteur agricole.** Sa valeur ajoutée n'a en effet diminué que de 0,2% et la valeur de la production, que de 1,2% en 2020, et ces baisses ne résultent pas du COVID-19 mais des effets de la peste porcine africaine et de la grippe aviaire. Ce résultat reflète également les efforts du gouvernement pour soutenir la production agricole, notamment rizicole (4% des dépenses gouvernementales). Les prix agricoles sont restés initialement relativement stables avant de s'envoler au dernier trimestre pour le porc notamment du fait du développement de la **peste porcine africaine.**

#### 2. Politique agricole

**Une réforme agraire qui n'est pas encore achevée et qui freine l'augmentation de la productivité et la diminution de la pauvreté rurale :** La colonisation - espagnole puis américaine - a mené à une concentration des terres dans les mains de grandes familles. En 1903, 5% des exploitations détenaient 41% de la surface agricole nationale. Après une promesse non tenue de redistribution par le président Marcos

(1965-1986), la nécessité d'une réforme agraire a été inscrite dans la Constitution de 1987 après sa chute. **En 1988, la *Comprehensive Agrarian Reform Program (CARP)* a été votée.** La CARP visait la redistribution de 9,7 Mha sur une période de 10 ans aux fermiers et travailleurs agricoles, ainsi que la dotation de certificats de propriété et l'accès à des services (prêts, routes pour relier les exploitations aux marchés, etc.).

Le *Philippine Institute for Development Studies*, think-tank sur les politiques publiques travaillant pour le compte du gouvernement, recommandait à l'issue de son rapport d'évaluation publié fin 2017 sur les 30 ans de mise en œuvre de CARP de **ne pas poursuivre plus longtemps cette politique**. Il estimait que la priorité était de mener des politiques de modernisation de l'agriculture qui bénéficient à l'ensemble des agriculteurs, améliorer l'accès au marché et structurer les filières afin de réaliser des économies d'échelle.

**Une course vers l'autosuffisance focalisée sur le riz qui coûte cher à l'État et aux ménages** : Pour le pays, la sécurité alimentaire passe en premier lieu par l'autosuffisance pour le riz. Cet objectif d'une production rizicole couvrant l'intégralité des besoins du pays est poursuivie depuis de nombreuses années mais n'est toujours pas une réalité. Cette politique a un coût élevé. Les mesures en faveur du riz ont absorbé jusqu'à près des 2/3 du budget national consacré à l'agriculture (hors réforme agraire). Par ailleurs, cette politique présentait des effets pervers puisqu'elle se traduisait par un prix élevé du riz sur le marché domestique, menaçant la sécurité alimentaire des plus pauvres, ce qui est pourtant son objectif ultime. Le marché du riz a été libéralisé en 2019 provoquant une chute immédiate du prix au producteur et au consommateur, malgré des droits de douanes maintenu à 35% (ASEAN) ou 40% (non ASEAN).

**La faiblesse de la croissance de la productivité agricole est aggravée par des catastrophes naturelles récurrentes** : Les Philippines sont le 3<sup>ème</sup> pays le plus propice aux catastrophes naturelles (World Risk Report 2017). Une vingtaine de typhons d'intensité variable, potentiellement accompagnés d'inondations, se produit chaque année, pouvant détruire plusieurs centaines de milliers d'hectares de cultures pour les événements les plus violents. Ces

événements entraînent une inflation soutenue pour les produits agricoles quand ils se produisent et compliquent une gestion de l'approvisionnement alimentaire déjà délicate.

### 3. Échanges commerciaux

Compte tenu du développement limité de filières à l'exportation (bananes, noix de coco, ananas, mangues) et de la dépendance aux importations du marché domestique, **le commerce agroalimentaire philippin est structurellement déficitaire depuis de très nombreuses années**. Les Philippines importent principalement des céréales (blé notamment), l'alimentation animale (soja), les matières premières et ingrédients pour l'industrie agroalimentaire très développée.

Le déficit s'est fortement accru au cours des sept dernières années. Il était de - 0.8 Md EUR en 2013, de - 6.1 Mds EUR en 2020. Cette dégradation du solde commercial est due à la forte augmentation de la valeur des importations qui ont doublé sur cette période, quand la valeur des exportations n'augmentait que de 25% dans le même temps. La crise économique qui a suivi la pandémie a eu des effets similaires sur les exportations et les importations alimentaires, (-8%).

**La balance des échanges agroalimentaires est favorable à la France, avec un excédent de 76 M€ en 2020.**

À noter que les droits de douane et les quotas d'importation sont les principaux moyens d'action du pays pour protéger sa production nationale. Le riz, le maïs, le sucre, le porc et les volailles sont les filières les plus sensibles.

Contact : [wilfrid.fousse@dgtresor.gouv.fr](mailto:wilfrid.fousse@dgtresor.gouv.fr)

### ALE Philippines – Corée du Sud

**En marge du 22<sup>ème</sup> Sommet ASEAN-Corée du Sud, lui-même intégré au 38<sup>ème</sup> Sommet de l'ASEAN, les Philippines ont conclu le 26 octobre leurs négociations pour un ALE avec la Corée du Sud, qui devrait stimuler le commerce et les investissements entre les deux pays.** Ces négociations avaient été entamées en juin 2019. Le Secrétaire au Commerce Ramon Lopez et son

homologue sud-coréen Yeo Han-koo ont indiqué dans une déclaration conjointe que les deux pays s'étaient engagés à mener à bien toutes les procédures nationales qui ouvriraient la voie à la signature de l'ALE Philippines-Corée du Sud au début de 2022. **Une fois signé, il s'agira du deuxième ALE bilatéral des Philippines après le Japon.** Il s'agit du 5<sup>ème</sup> ALE entre Séoul et un des pays membres de l'ASEAN, après Singapour, le Vietnam, la Malaisie et le Cambodge.

L'accord prévoit que les Philippines supprimeraient les droits de douane sur 96,5% des produits échangés, tandis que la Corée du Sud en ferait autant sur 94,8% des échanges.

**Le ministère philippin du Commerce et de l'Industrie (DTI) a précisé que les Philippines « étaient en mesure d'obtenir l'élimination des droits de douane sur les bananes » dans 5 ans, ce qui était jusqu'ici exclu de l'ALE entre la Corée du Sud et l'ASEAN.** Les bananes sont l'une des principales exportations des Philippines vers la Corée du Sud. Les Philippines ont également obtenu un traitement tarifaire amélioré pour les ananas transformés, par rapport aux concessions du RCEP ; l'exemption de droits serait mise en œuvre dans 7 ans. A noter que les bananes et les ananas sont les principales productions de l'île de Mindanao dont est originaire le président Duterte et que l'exportation de ces produits à faible valeur souffre particulièrement de la hausse du coût de transport ces derniers mois (prix du container passé de 2000 à 15000 USD). La Corée du Sud a également accepté l'inclusion d'accords de développement industriel et de coopération pour faire face à la pandémie et à d'autres urgences de santé publique.

**Dans l'autre sens, les Philippines ont accepté de supprimer les barrières à l'entrée d'un plus grand nombre de voitures et de pièces automobiles fabriquées en Corée du Sud.** Les droits de douane sur certaines importations de pièces automobiles sud-coréennes seraient éliminés dans 5 ans.

**Les deux pays ont convenu d'approfondir des accords pour le commerce des services et les investissements au plus tard un an après la mise en œuvre de l'ALE.**

**La Corée du Sud est l'un des principaux partenaires commerciaux des Philippines.** Les exportations philippines vers la Corée du Sud ont totalisé 2,53 Mds USD l'année dernière, soit 22% de moins que les 3,24 Mds USD de 2019, selon les données préliminaires de la *Philippine Statistics Authority* (PSA). **La Corée du Sud a représenté 4% des recettes d'exportation philippines en 2020.**

**Les Philippines sont également un marché particulièrement attractif pour la Corée du Sud,** avec 110 millions de personnes dont les 13-34 ans représentent 34,4% de la population, et dynamique avec une part de la consommation privée qui atteint 70% du PIB.

**Avec l'accord RCEP complété par cet ALE bilatéral, le spectre commercial des exportations philippines vers la Corée sera désormais largement couvert, rendant les exportations philippines compétitives sur ledit marché.** Cet accord souligne aussi l'engagement de la République de Corée à approfondir son partenariat stratégique avec l'ASEAN et à poursuivre la mise en œuvre de son initiative *New Southern Policy Plus* (NSP+).

Contact: [jerome.paindavoine@dgtrésor.gouv.fr](mailto:jerome.paindavoine@dgtrésor.gouv.fr)

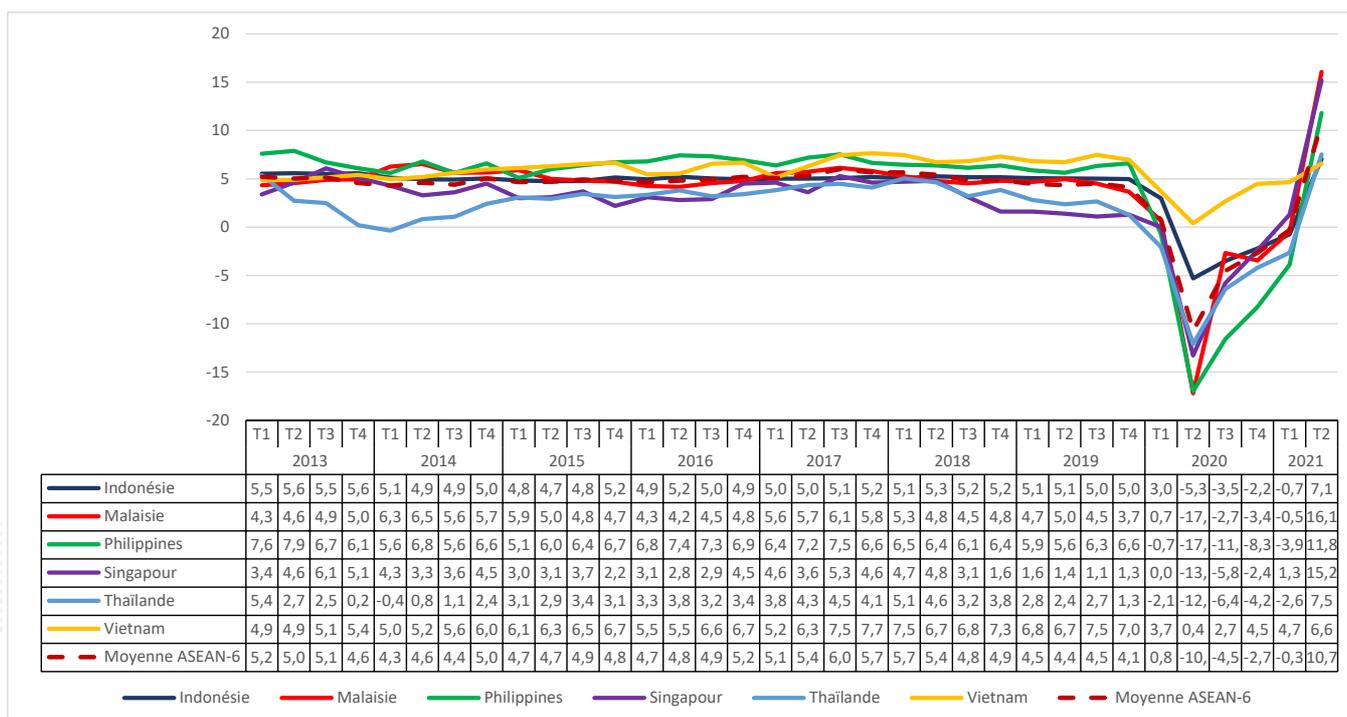
## Annexes statistiques

### ASEAN : Principaux indicateurs économiques (prévisions 2021)

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	ASEAN-5*
Population (en millions d'habitant)	53,2	0,5	15,7	270,2	7,3	32,9	108,8	5,7	69,8	97,4	579,1
PIB (en Mds USD courants)	66,7	15,7	26,0	1 150,2	19,4	371,1	385,7	378,6	546,2	368,0	2 821
PIB / habitant (en USD courants)	1 246	33 979	1 647	4 224	2 625	11 124	3 492	66 263	7 808	3 742	13 613
Croissance (%)	-17,9	1,9	1,9	3,2	2,0	3,5	3,2	6,0	0,9	3,8	2,9

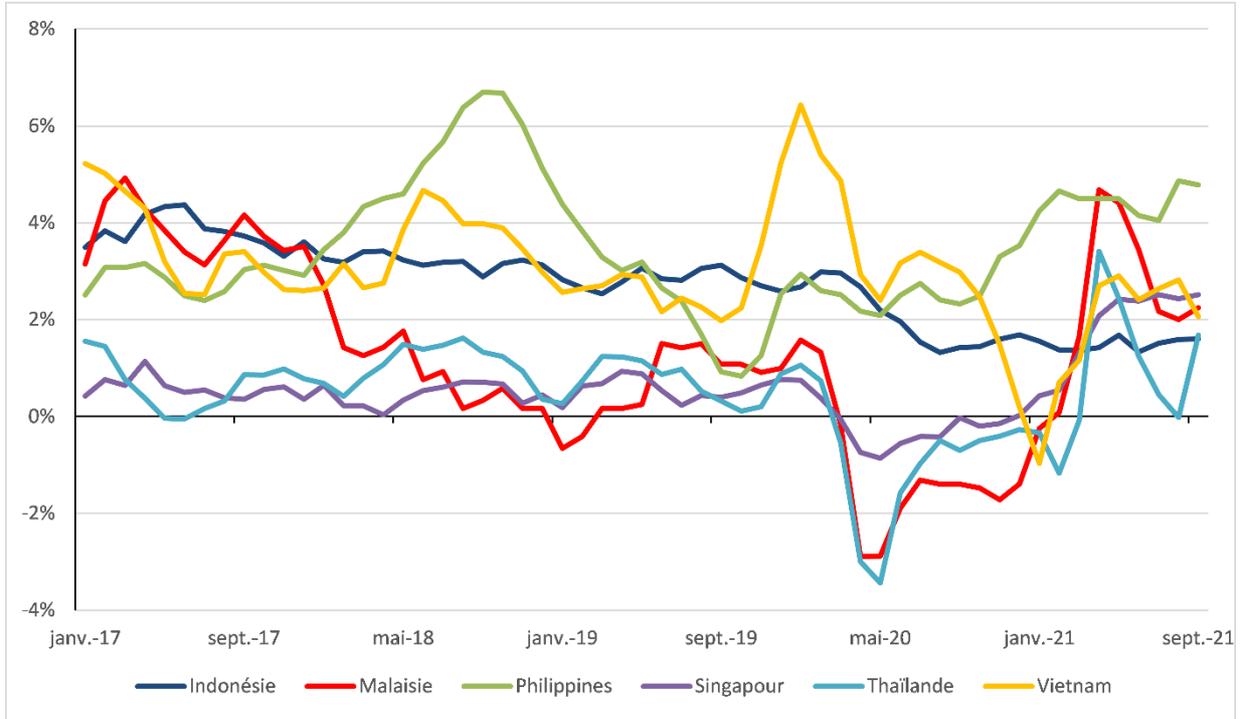
\*ASEAN-5 : Indonésie, Malaisie, Philippines, Vietnam, Thaïlande  
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2021

### Croissance trimestrielle des pays de l'ASEAN (% , en glissement annuel)



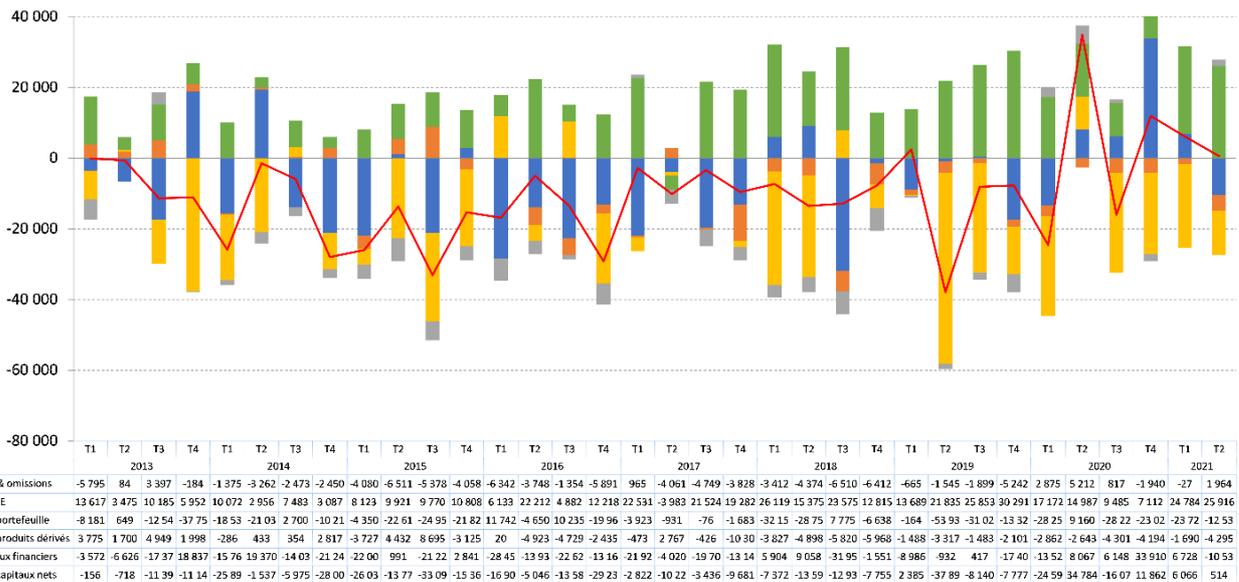
Source : CEIC

### Taux d'inflation (en glissement annuel)



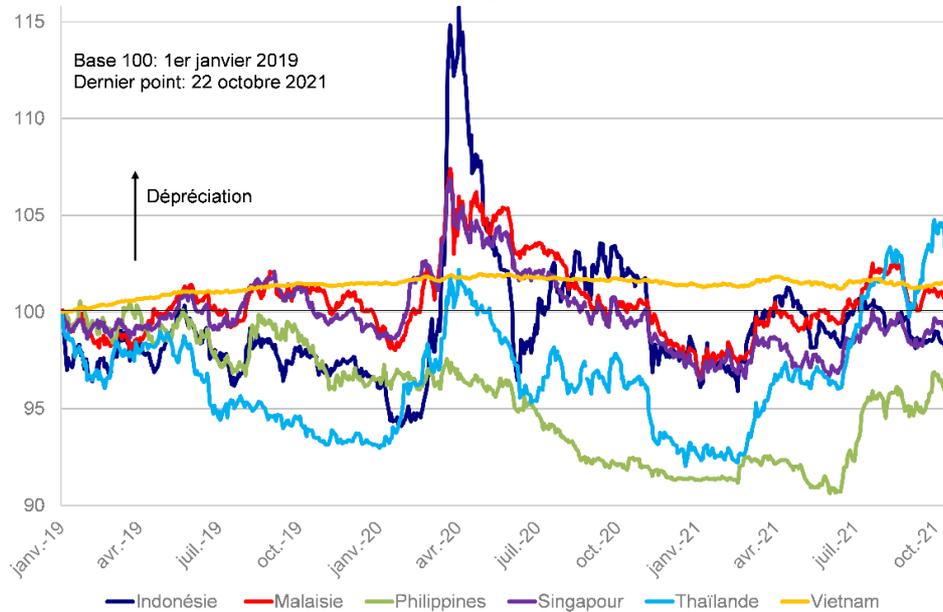
Source : CEIC

### Flux de capitaux (nets, en millions USD) à destination de Singapour, Malaisie, Thaïlande, Indonésie et Philippines)



Source : CEIC

### Taux de change nominal contre le dollar (Base 100 = janvier 2018)



Source : Banques centrales

### Indices boursiers (Base 100 = janvier 2019)



Source : CEIC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour  
Rédacteurs : SER de Singapour, SE de Manille, Hanoï et Jakarta

Pour s'abonner : [leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr](mailto:leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr)  
[eva.thach@dgtresor.gouv.fr](mailto:eva.thach@dgtresor.gouv.fr)  
[raphael.badr@dgtresor.gouv.fr](mailto:raphael.badr@dgtresor.gouv.fr)